

MACRON ATTAQUE LE LYCÉE PRO : NOS MÉTIERS DÉTRUITS, LES LYCÉENS SACRIFIÉS

Analyse de la réforme prévue du Lycée Pro par la CGT Educ'action 95 - 10.2022

Il faut «ré-arrimer très en profondeur et en amont le lycée professionnel avec le monde du travail», c'est ainsi que présente Macron les enjeux de la réforme. Ré-arrimer le lycée professionnel, ce bateau qui prend l'eau suite aux nombreuses réformes et à sa destruction systématique par les gouvernements successifs. Le ré-arrimer à un monde du travail c'est à dire aux volontés du patronat d'avoir une main d'oeuvre toujours plus docile et corvéable, où le niveau de formation diminue afin qu'elle ait moins les capacités de critiquer ou d'évoluer.

Cela pose la question de ce que nous faisons dans nos classes, dans nos ateliers et du sens même de nos métiers !

CADRE DES FORMATIONS : TCHAO !

« À travers cette réforme, on puisse laisser plus de liberté pédagogique correspondant aux besoins du terrain (...) et laisser aux enseignants plus de latitude et de liberté ».

C'est le coeur de la nouvelle réforme du lycée professionnel, détruire le cadre des formations. À l'heure actuelle, un élève en électricité a la même formation qu'il soit à Paris ou à Toulouse. Avec la réforme, cela ne sera plus le cas.

Derrière ce mensonge sur la « liberté pédagogique », c'est en réalité s'adapter aux besoins du patronat au niveau local. La possibilité de choisir le nombre d'heures par matière, en fonction de ce qui serait jugé nécessaire au niveau local. La démocratie de l'éducation nationale, on le sait, ne mettra pas aux centres les volontés des lycéens ou des enseignants mais bien celui des entreprises et des rectorats, très souvent en antagonisme avec ce qui est bon pour nous et les jeunes. Pour les lycéens, ce sera moins de contenu disciplinaire et donc une difficulté plus importante pour s'insérer sur le marché du travail ou pour poursuivre dans l'enseignement supérieur.

La formation n'aura pas pour but de former un élève sur l'ensemble d'un champ professionnel mais aux exigences d'une entreprise. Un élève ne se forme pas à changer des roues chez speedy mais à être capable de réparer une panne pour tous les modèles. Les salarié.e.s seront contraint.e.s de se former avec des boîtes privées dans le reste de leur vie professionnelle comme prévue dans la loi sur la formation professionnelle...

De plus, il y aura des différences importantes en fonction des financements des établissements. Nous ne serons plus des enseignants, dont le but est de délivrer des connaissances pour nos élèves, on nous demandera de délivrer des compétences voulues par les entreprises du bassin et pas plus.

LA FIN DU CADRE DES FORMATIONS C'EST :

- ▶ Une main mise des institutions sur nos métiers
- ▶ Des suppressions de postes
- ▶ Une concurrence plus importante entre les établissements
- ▶ Une précarité plus grande des élèves sur le marché du travail

FERMETURE DE FILIÈRES

« il faut regarder formation par formation (...) et donc fermer certaines formations et en ouvrir d'autres ».

Une déclaration assez claire, l'objectif est de fermer certaines filières comme la Gestion Administration, celle qui est la plus souvent mise en avant. En fait, ce sera aussi la fermeture de filières qui ne correspondent pas au bassin d'emploi local. Dans un secteur industriel, les formations de services seront menacées; dans d'autres cas ce sera l'inverse.

Pour les collègues, cela se traduira par des mutations forcées, pour les élèves une impossibilité de choisir réellement une formation qui leur plaise.

Leur seul choix sera dictée par l'employabilité à court terme, au bon vouloir des institutions. L'objectif n'est donc plus de former des jeunes mais de répondre aux besoins directs des entreprises et non aux enjeux de former une jeunesse capable de réfléchir et d'évoluer dans le monde d'aujourd'hui.

Des nouvelles formations ?

La CGT Educ'action a déjà fait des propositions pour faire évoluer la carte des formations notamment pour favoriser la diversité des parcours et s'adapter à l'évolution de la société, aux enjeux écologiques... Sans évolution majeure. Non, cela sera, au mieux des fusions de filières existantes, au pire juste des paillettes pour les plus crédules d'entre nous.

CHAMBOULEMENT DES FILIÈRES :

- ▶ Suppressions et disparitions des filières
- ▶ Suppressions de postes et mutations forcées
- ▶ Impossibilité pour les lycéens de choisir leurs formations

FORMER DE LA CHAIR À PATRON ?

«Les temps de stage d'au moins 50%»

50% de temps de stage, c'est au moins 13 semaines de stage. Cette annonce s'accompagne d'un soi disant paiement de cette période à un montant totalement dérisoire pour les élèves, un cadeau de plus pour les entreprises.

C'est aussi penser que la formation en entreprise est équivalente à celle dans les ateliers de l'établissement. Une insulte pour les enseignant.e.s au mieux, au pire c'est une volonté claire de dire qu'on ne sert à rien. Penser qu'une entreprise pourra former des jeunes à toute une série de métier au sein de la formation c'est se mettre le doigt dans l'oeil très profondément. Elle le formera uniquement sur sa spécialité, sur son fonctionnement et c'est tout. On le sait qu'une telle formation ne permettra pas à nos élèves de s'adapter aux différentes entreprises.

Cela induit de supprimer au moins 5 semaines de formation au lycée. C'est s'assurer que les jeunes soient moins formés pour leur futur métier mais aussi moins capable de réfléchir sur le monde qui les entoure. Donc, la continuité dans l'enseignement supérieur sera encore plus complexe pour les lycéens professionnels. Comment peut-on pleurer sur la baisse du niveau et dans le même temps réduire le temps de formation pour les élèves les plus fragiles ? C'est aussi poser la question de la société que nous voulons.

50% DE STAGE EN TERMINALE, C'EST :

- ▶ Une main d'oeuvre quasi gratuite et corvéable à merci
- ▶ Une diminution du temps de formation
- ▶ Une précarisation encore plus grande des lycéens professionnels sur le marché du travail



UNE NOUVELLE RÉFORME, ALORS QUE L'ANCIENNE A UN BILAN CATASTROPHIQUE :

La réforme de 2018 a déjà vu un profond bouleversement du lycée professionnel. La mise en place de la co-intervention, du chef d'oeuvre ont diminué le temps de formation réel de nos élèves. La diminution des heures de cours en matière professionnelle et en matière générale a aussi diminué le socle de connaissance acquise par les élèves. À cela s'ajoute en plus la mise en place, quasi-généralisée, de la famille des métiers en classe de seconde, ce qui a bien entendu diminué le niveau de formation délivrée par l'éducation nationale.

L'objectif est toujours le même, faire des économies et diminuer le niveau de formation car cela permet de précariser encore plus nos lycéens, les futurs salarié.e.s.

Pour les collègues c'est une perte de sens de leurs métiers. Pour beaucoup, il faudrait vraiment nous prouver l'utilité de la co-intervention ou du chef d'oeuvre. À cela s'ajoute aussi une refonte des programmes qui a vidé le contenu des matières comme en français, histoire-géographie; baissant le niveau de connaissances acquises par les élèves en lien avec la diminution du nombre d'heures de formations.

Finalement le BAC pro 3 ans et le CAP 2 ans ont vu son temps de formation diminuer, baissant ainsi la qualification acquise par nos élèves et donc leurs capacités de se défendre et de s'en sortir sur le marché du travail.

POUR LE RETRAIT DU PROJET DE RÉFORME

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE MARDI 18 OCTOBRE



 **CGT Educ'Action 95**

 **@cgt_educ95**

PRÉPARER LA GRÈVE :

Face à cette situation, il est nécessaire de discuter avec l'ensemble des collègues sur cette réforme et ses conséquences. Le gouvernement est déterminé, il faut l'être tout autant voire plus. Ils veulent détruire notre métier, notre quotidien, notre lycée professionnel... Il faut donc une réponse à la hauteur. Le gouvernement ne comprend qu'une chose, le rapport de force par la grève et les manifestations. En 2000, il avait été possible de faire reculer le gouvernement par une grève reconductible, prenons exemple sur cela.

Il est nécessaire de s'organiser par établissement mais aussi par bassin, tisser des liens et constituer des cortèges communs, des échéances communes mais aussi des caisses de grèves pour ancrer la mobilisation dans la durée.

Une grève reconductible pourrait permettre de faire céder le gouvernement mais aussi de voir nos revendications s'imposer pour que le LP ne soit plus un rebut de l'éducation mais une voie réellement utile pour les jeunes et l'ensemble de la société.